



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Occitanie

Montpellier, le 11 septembre 2019

Unité départementale de l'Hérault

N/REF. : UD34/H1/VL/2019/218

N° S3IC : 66.1800

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Profils Systèmes à Baillargues

REF. : projet de création d'une nouvelle ligne de laquage (dossier déposé le 15/11/2018)

Le 15 novembre 2018, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la société Profils Systèmes a déposé en préfecture un dossier de porter à connaissance pour la création d'une nouvelle chaîne de laquage et d'une ligne de traitement de surface. À la demande de l'inspection des installations classées, des compléments ont été apportés par le pétitionnaire le 10 janvier 2019.

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ces modifications et propose à Monsieur le Préfet de l'Hérault les suites à donner.

1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société Profils Systèmes exploite à Baillargues, ZA Massane, 10 rue Alfred Sauvy, une usine de fabrication de profilés en aluminium relevant du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'établissement a été initialement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation (APA) n° 2001-1-3486 du 13 août 2001.

À ce jour, l'établissement est réglementé par les actes administratifs suivants :

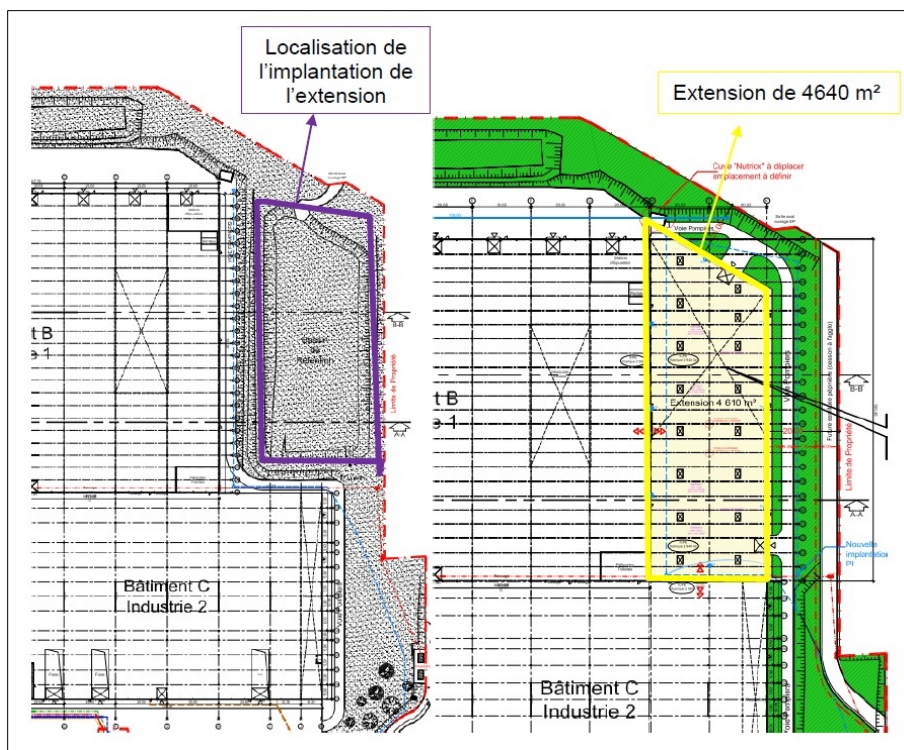
- **arrêté préfectoral d'autorisation (APA) n° 2006-1-1948 du 11 août 2006** (dernière autorisation en date) qui a abrogé les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2001 ;
- **arrêté préfectoral complémentaire (APC) n° 2018-I-748 du 25 juin 2018** fixant les prescriptions applicables au site et abrogeant les prescriptions de l'APA du 11 août 2006 et divers actes administratifs ayant été pris entre 2006 et 2018 (sous forme d'APC ou de récépissés).

2 - PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS

2.1 Description du projet

Le projet d'extension consiste en l'implantation d'un nouveau bâtiment d'une surface au sol de 4 640 m² dans l'angle Nord-Est du bâtiment actuel (voir figures 1 ci-dessous).

Les installations prévues seront implantées en lieu et place d'un bassin de compensation d'eaux pluviales déconnecté suite à des aménagements réalisés par Vinci Autoroute dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9.



Le nouveau bâtiment accueillera les installations suivantes :

- une nouvelle chaîne de laquage vertical comprenant des opérations de traitement de surface et de laquage, y compris les installations connexes nécessaires à son fonctionnement (fours de séchage et de cuisson) ;
- la station de traitement des effluents aqueux existante qui sera déplacée ;
- une installation de combustion.

2.2 Évolution du classement réglementaire

Il est à noter que la situation projetée par l'exploitant est comparée à celle ayant fait l'objet de la dernière autorisation avec enquête publique, ce qu'il convient de faire pour déterminer le caractère substantiel ou non des modifications. Le tableau ci-dessous compare donc la situation projetée à la situation autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2006.

Rubriques ICPE		Situation actuellement autorisée (AP du 11/08/2006)		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2565	Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique	Volume des cuves affectées au traitement : 90 000 litres	A	Volume des cuves affectées au traitement : 113 260 litres (+ 23 260 l)	*
2940-3	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre 1 640 kg/jour	A	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre 3 730 kg/jour (+ 2 090 kg/j)	A
3260	Traitement de surface	Volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³ 90 m³	A	Volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³ 113,26 m³ (+ 23,26 m³)	A

Les rubriques listées ci-dessus sont uniquement celles impactées par le projet et dont le régime et au minimum l'autorisation ou l'enregistrement.

* le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 a modifié la rubrique n° 2565 de la nomenclature et supprimé le régime d'autorisation. Seuls les régimes de l'enregistrement et de la déclaration ont été conservés. Les installations relevant de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 (rubrique « miroir » issue de la transposition de la directive IED) ne sont plus visées par la rubrique n° 2565 et sont uniquement classées sous la rubrique n° 3260.

2.3 Mise à jour du montant des garanties financières

L'établissement est soumis au dispositif de garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, pour ses activités d'application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc sur support quelconque (rubrique n° 2940 de la nomenclature des ICPE).

À ce titre, l'exploitant avait initialement formulé une proposition de montant de garanties financières de 310 183 € TTC. Ce montant a été acté par l'arrêté préfectoral n° 2015-I-064 du 19 janvier 2015 puis repris par l'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral n° 2018-I-748 du 25 juin 2018.

Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a souhaité révisé le calcul du montant des garanties financières à constituer en affinant certaines hypothèses, en particulier concernant la quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site. Le nouveau montant calculé est de 215 475 € TTC pour les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés suivantes :

- poudres usagées, 70 tonnes ;
- boues d'hydroxyde d'aluminium issues de la station de traitement, 12 tonnes ;
- boues du réacteur de la station de traitement, 30 tonnes ;
- boues du décanteur de la station de traitement, 45 tonnes.

3 - CADRE RÉGLEMENTAIRE POUR LES MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS CLASSÉES SOUMISES À AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui indique notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46-I du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement]

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des

prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

4 - CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION ET ANALYSE

Le présent chapitre rend compte de l'analyse, sur la base des informations fournies par le pétitionnaire dans son dossier de porter à connaissance, du caractère substantiel ou non des modifications projetées, vis-à-vis des trois critères fixés par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

4.1 Critère 1° (extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale)

Les modifications projetées ne sont pas soumises à évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. En effet, l'extension de l'activité de traitement de surface par rapport à la dernière autorisation en date est de 23,26 m³ ce qui reste inférieur au seuil d'autorisation de la rubrique n° 3260, fixé à 30 m³.

En revanche, le projet est intrinsèquement soumis à autorisation pour la rubrique n° 2940-3 (laquage). Il est à noter qu'à la date dépôt le projet était également intrinsèquement soumis à autorisation pour la rubrique n° 2565-2 (traitement de surface), ce qui n'est plus le cas depuis la parution du décret du 9 avril 2019 qui a supprimé le régime de l'autorisation pour cette rubrique. Par conséquent, en application du II de l'article R. 122-2, le projet est soumis à examen au cas par cas.

La demande d'examen au cas par cas a été formulée par l'exploitant le 19 novembre 2018 et a été complétée le 10 janvier 2019. Elle a abouti à la délivrance d'une décision de non-soumission à évaluation environnementale (décision n° 2019-1-078 du 23 janvier 2019 prise par le préfet de l'Hérault en application des dispositions du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement). La décision de non-soumission est motivée par le fait que le projet d'extension n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement.

Les modifications projetées ne sont donc pas substantielles au titre du critère 1° de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

4.2 Critère 2° (seuils et critères de l'AM du 15 décembre 2009)

Le projet n'est pas concerné par les critères et seuils prévus par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié. En particulier, il ne prévoit pas l'utilisation de solvants organiques.

Aucun seuil quantitatif ou critère fixé par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié n'est donc atteint par les modifications projetées. Elles ne sont donc pas substantielles au titre du critère 2° de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

4.3 Critère 3° (dangers ou inconvénients significatifs)

4.3.1 Inconvénients susceptibles d'être présentés par le projet

Consommation d'eau :

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau d'adduction d'eau potable de la commune de Baillargues. La consommation annuelle du site est actuellement de l'ordre de 33 000 m³.

Les besoins en eau du projet sont liés au fonctionnement de la nouvelle chaîne de traitement des profilés. Ils sont estimés à 6 600 m³ par an et, au maximum, à 19 800 m³ (en cas de fonctionnement au maximum des capacités des lignes et en horaires 3 x 8).

Le site est actuellement autorisé pour une consommation annuelle de 40 000 m³. Dans l'immédiat, le projet n'entraîne donc pas un dépassement de cette valeur. À terme, la consommation pourrait toutefois atteindre 53 000 m³ par an. L'impact du projet sur la consommation en eau apparaît donc comme modéré.

Rejets d'eaux industrielles :

Les eaux industrielles rejetées par le projet seront de même composition que les eaux industrielles rejetées actuellement, c'est-à-dire des eaux issues des bains de traitement ou de rinçage. Ces effluents sont stockés dans des cuves tampons puis traités par la station de traitement physico-chimique du site.

L'établissement est autorisé à rejeter ses eaux industrielles dans le réseau de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole qui sont traitées par la station d'épuration de la commune de Baillargues. L'arrêté d'autorisation de déversement du 10/08/2017 intègre déjà l'extension projetée. Le débit horaire maximum est fixé à 8 m³/h et permet un fonctionnement en 3 x 8 de l'ensemble des installations de laquage. L'impact du projet concernant les rejets d'eaux industrielles est donc limité et apparaît d'ores et déjà maîtrisé.

Eaux pluviales :

La surface imperméabilisée supplémentaire sera de 4 640 m² pour le bâtiment et 720 m² pour la voie pompier qui va être créée. Sur la base d'un ratio de 100 l/m² de surface imperméabilisée, les besoins de rétention supplémentaires sont de 536 m³. Les capacités de rétention des bassins déjà existants sont suffisantes pour répondre à ce besoin.

Rejets atmosphériques :

Les rejets atmosphériques seront de même nature que les rejets existants et associées aux équipements suivants :

- les installations de combustion (fours, sécheurs, chaudières) ;
- les extractions des baignoires de traitement de surface ;
- les extractions des cabines de poudrage.

Le tunnel de traitement de surface de la future ligne fonctionnera par cascade (écoulement d'un flux d'eau sur les profilés) et non par aspersion. Ce mode de fonctionnement générera moins de vapeurs. Le système d'extraction des vapeurs du tunnel de traitement sera équipé d'un laveur à gaz équipé d'un dévésiculateur. Son pourcentage d'efficacité se situe entre 80 % et 90 %. Concernant les cabines de peinture, elles seront équipées d'un cyclone et d'une filtration par cartouche permettant de récupérer la poudre et de filtrer les poussières les plus fines.

Ces équipements de traitement des rejets atmosphériques doivent permettre à l'exploitant de respecter très largement les valeurs limites d'émission applicables.

Par ailleurs, les flux de polluants projetés sont inférieurs aux flux de polluants mesurés en 2004 et ayant servi de base à l'autorisation du 11 août 2006, à l'exception des poussières. Ceci s'explique par la réalisation des investissements suivants :

- remplacement du four de chauffage des billettes aluminium ;
- mise en place d'un laveur à eau sur le tunnel de lavage vertical ;
- mise en place de dépoussiéreurs plus performants sur les cabines de peinture ;
- suppression du four infra-rouge.

L'impact du projet sur les rejets atmosphériques apparaît donc comme modéré. Les valeurs limites d'émission définies par la réglementation applicable seront respectées, compte tenu des équipements de traitement prévus.

Déchets :

La quantité totale de déchets supplémentaires par an est estimée à 139 tonnes en 2 x 8 et 239 tonnes en 3 x 8 soit une augmentation maximale de 21 %. Aucun nouveau type de déchet ne sera produit par rapport à la situation existante. Ces déchets seront stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution et seront éliminés dans les filières de collecte et de traitement déjà en place à ce jour.

Le projet d'extension aura donc un impact modéré sur la gestion des déchets du site.

Consommation énergétique :

Les consommations électriques et thermiques (gaz) sont portées majoritairement par l'atelier extrusion (travail mécanique des métaux). Elles sont actuellement de 8 553 MWh par an pour la consommation électrique et 10 187 MWh PCS pour la consommation de gaz. Le projet entraînera une augmentation maximale, en fonctionnement en 3 x 8, de 16 % en consommation électrique et 26,5 % en consommation de gaz.

Ces augmentations apparaissent comme modérées dans l'absolu et non significatives si elles sont corrélées à l'augmentation des surfaces de profilés aluminium prévue.

Bruit :

Les émissions sonores générées par les nouvelles installations seront essentiellement liées au fonctionnement des ventilations, aspirations, dépoussiéreurs ainsi qu'au trafic engendré par les camions et les engins de manutention.

Les installations projetées seront situées au sein du bâtiment, à l'exception des dépoussiéreurs qui seront implantées sur la façade Est du nouveau bâtiment. Les équipements bruyants seront installés au sein de caissons insonorisés permettant d'atténuer le bruit de 34 dB (données constructeur). Par ailleurs, les véhicules supplémentaires circulant au droit du site seront soumis aux règles de circulation d'ores et déjà définies (limitation de la vitesse, arrêt des moteurs des véhicules en stationnement, etc).

Compte-tenu du dimensionnement du projet et des mesures prises, l'exploitation des nouvelles installations ne sera pas à l'origine d'une augmentation significative du niveau sonore sur le site et à proximité.

Santé :

La dernière évaluation des risques sanitaires a été réalisée en février 2010 dans le cadre du dossier de porter à connaissance de la chaîne de laquage d'accessoires. Cette étude n'avait retenu que l'acide fluorhydrique comme traceur de risque pour l'évaluation des effets chroniques à seuil par inhalation. L'indice de risque calculé représentait moins de 1 % de la valeur de référence pour les effets à seuil fixée à 1.

L'exploitant a procédé à évaluation qualitative des risques sanitaires attendus par le projet en réalisant une mise à jour de cette étude. Cette mise à jour conclut au fait que « le projet n'est pas de nature à modifier défavorablement les impacts sur la santé associés aux installations actuelles ».

Il est à noter qu'outre l'acide fluorhydrique (effets à seuil par inhalation), deux autres traceurs de risque ont été pris en compte à savoir le chrome VI (effets à seuil par inhalation) et le nickel (effets sans seuil par inhalation). Les calculs de risques associés sont inférieurs aux valeurs de référence fixés à 1 pour les effets à seuil et 10^{-5} pour les effets sans seuil.

Conclusion sur les inconvénients :

Le projet ne présente pas d'inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 par rapport à la dernière autorisation en date du 11 août 2006. Il ne présente donc pas un caractère substantiel au titre des inconvénients significatifs.

4.3.2 Dangers susceptibles d'être présentés par le projet

Une analyse de risques a été réalisée par le pétitionnaire dans son dossier de porter à connaissance sur la base des hypothèses de l'étude de dangers fournie dans son dossier de demande d'autorisation. Elle caractérise les effets potentiels des phénomènes dangereux identifiés et conclut au fait que le projet d'extension :

- n'accroît pas l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles des accidents et n'engendre pas d'effets hors site ;
- ne modifie pas défavorablement la cinétique de développement des accidents potentiels dans les zones d'effets.

Par ailleurs, le projet s'accompagne d'une amélioration de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) existante. En plus des 7 poteaux incendie existants branchés sur le réseau public, dont certains vont être déplacés, le projet prévoit la création de 2 poteaux incendie qui seront branchés sur le réseau BRL (Bas Rhône Languedoc) et de 2 réserves incendie de 150 et 300 m³.

Les bassins de confinement existants ont un volume suffisant pour retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie (deux bassins de 10 345 et 5 035 m³).

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) a été associé lors des réunions préparatoires à ce projet et a été consulté sur le dossier de porter à connaissance. Il a rendu un avis favorable par courrier du 5 février 2019 et estime que la DECI prévue par le pétitionnaire est adaptée.

Le projet ne présente pas des dangers significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement et s'accompagne de dispositions améliorant la défense extérieure contre l'incendie du site dans son ensemble. Par conséquent, il ne présente pas un caractère substantiel au titre des dangers significatifs.

4.4 Conclusion sur le caractère substantiel du projet

Le projet ne présente pas un caractère substantiel au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Le tableau ci-dessous récapitule le positionnement du projet par rapport aux trois critères de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

CRITÈRE / RÉFÉRENCE	NÉCESSITÉ D'UNE EVAL. ENVIR. SYSTÉMATIQUE	NÉCESSITÉ D'UN CAS PAR CAS	RÉSULTAT DU CAS PAR CAS	SUBST.	PROCÉDURE	
1 / R181-46-I.1°		Cas / Cas	Négatif (décision n° 2019-1-078 du 23/01/2019)	non		X
2 / R181-46-I.2°				Non et 1 / R181-46.I.1° négatif	APC nécessaire	X
2 / R181-46-I.3°				Non et 1 / R181-46.I.1° négatif	APC nécessaire	X

5 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Le 15 novembre 2018, la société Profils Systèmes a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'Hérault un projet de création d'une chaîne de laquage et d'une ligne de traitement de surface sur son établissement de Baillargues.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Toutefois, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe. Il modifie certains articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-I-748 du 25 juin 2018 qui régit le site à ce jour sur les points qui le nécessitent (liste et consistance des installations autorisées, points de rejet dans l'atmosphère, défense contre l'incendie, garanties financières, etc).

En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral a été communiqué à l'exploitant le 27 août 2019. Il a également fait l'objet d'une réunion sur site le 4 septembre 2019. L'exploitant a émis des observations par courriel du 10 septembre 2019 qui ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'indiquer à la société Profils Systèmes que les modifications réalisées et projetées ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas une nouvelle autorisation. L'inspection des installations classées propose de les encadrer par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le conseil départemental des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.